

## EDITORIAL

### Sauvez l'or de la Suisse, initiative populaire fédérale

Disposant d'environ 2600 tonnes d'or à la fin des années 90<sup>1</sup>, la Suisse se retrouve aujourd'hui propriétaire de 1040 tonnes. Ces positions constituent un actif important du bilan de la BNS et dès lors contribuent de manière essentielle à la stabilité de notre monnaie et au développement de notre économie<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, une partie des réserves d'or de la Suisse est placée à l'étranger, notamment à New York, Londres et Ottawa (*source: BNS-20.03.1997*). Ceci s'explique par le souci, à partir de 1939, de protéger cette richesse des dangers liés à la Deuxième guerre mondiale, puis à la Guerre Froide. Cette situation présente trois risques:

1) Risque financier: cet or existe-t-il toujours? Si tel ne devait pas être le cas, nous serions exposés à un risque de contrepartie évident par rapport à nos prétendus dépositaires. Comme récemment mis en évidence par des documents du FMI et de la Banque centrale autrichienne, la pratique des banques centrales de «louer» leurs réserves d'or physique à des banques d'investissement, qui à leur tour les vendaient sur le marché comptant, était courante. Ces opérations ont d'ailleurs pesé pendant un certain temps sur le cours de l'or, ce qui a finalement provoqué un déséquilibre dans la balance de l'offre et de la demande. Des rumeurs persistantes, comme par exemple les doutes quant à la couverture des ETF-or, laissent à penser que nos

réserves n'existeraient plus puisqu'elles auraient servi à satisfaire la demande croissante d'or physique d'autres participants<sup>3</sup>.

2) Risque politique: même si nos réserves physiques existent toujours, il n'est pas certain que notre pays soit en mesure de les récupérer. En effet, en raison du fait que cet or se situe à l'étranger, la Suisse ne dispose d'aucun contrôle sur cette richesse, ni de mesures de contrainte pour la rapatrier en cas de refus par le pays dépositaire. Ces craintes légitimes sont aussi renforcées par les difficultés que certains pays (*par ex. Venezuela, Equateur*) ont rencontrées lorsqu'ils ont voulu rapatrier leur or physique suite à la crise financière de 2007 qui a fortement ébranlé la confiance dans les centres financiers de New York et de Londres. De plus, les discussions actuellement en cours dans certains pays européens quant au rapatriement de leur or physique (*p. ex. Allemagne, Autriche, Pays Bas*) sont très instructives<sup>4</sup>.

3) Risque monétaire: si les risques évoqués plus haut devaient se concrétiser, la Suisse verrait sa monnaie, le franc suisse, subir une forte dévaluation. A ce moment, la Suisse perdrait également son très bon rating avec des conséquences très graves pour son économie et ses citoyens (*par exemple chute du pouvoir d'achat*).

Ce sujet sensible a déjà fait l'objet de plusieurs interrogations des parlementaires qui se sont heurtés aux réponses évasives du Conseil fédéral, à l'instar de celle reçue par le Conseiller national Paul Gunter en 2003: «*Où exactement sont maintenant déposées ces barres d'or, je ne peux malheureusement pas vous le dire car je ne le sais pas non plus, je ne dois pas le savoir et ne veux pas le savoir*». Cette situation n'est évidemment pas satisfaisante.

Dans ces conditions, l'initiative, que nous vous demandons de massivement soutenir, a pour but de déterminer si nos réserves existent toujours, où elles sont déposées et de les rapatrier en Suisse. Il en va de la stabilité et de la sécurité financière de notre pays, de notre situation financière à tous, parce que le citoyen restera toujours le payeur de dernier ressort.

Cette initiative populaire fédérale est signée par:

Yves Nidegger (*Conseiller National Genève & Président de la Commission des Affaires Juridiques*),

Marc R. Studer (*Gestionnaire de patrimoine & Président de "Le Lobby des Citoyens"*) et...

Luzi Stamm (*Conseiller National Argovie & Co-Président du Comité d'Initiative*).

*Voir également le document officiel en annexe*

#### NOTES:

1. Présentée à l'époque comme une simple mise à jour et une reformulation plus adaptée à notre époque, la Constitution a été modifiée en 1999, sans que personne n'y ait pris garde. Sur le thème de l'or, par exemple, l'ancien article 39.7 prévoyait *"la couverture des billets de banque émis par l'or et les avoirs à court terme"*, il a été abrogé et remplacé par l'article 99.3 qui stipule que la Banque nationale suisse *"constitue, à partir de ses revenus, des réserves monétaires suffisantes, dont une part doit être constituée en or"*.

2. L'importance de l'or en tant qu'actif est d'ailleurs confirmée par la course actuelle à l'achat des réserves d'or par les banques centrales elles-mêmes de pays aussi différents que la Chine, l'Inde, le Mexique, la Corée du Sud, la Russie, le Brésil, le Paraguay, la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Kazakhstan, la Colombie, la Bolivie, le Bangladesh, les Iles Maurice, le Sri Lanka, la Thaïlande et les Philippines. En 2012, les banques centrales ont acheté plus de 500 tonnes d'or physique.

3. Si on regarde la croissance exponentielle des importations d'or en Chine et en Inde, pays qui «engloutissent» désormais 50% environ de la production annuelle mondiale, il n'est pas difficile d'imaginer où cet or a atterri et quels sont les espoirs de le récupérer.

4. En effet, ces discussions font suite au refus communiqué par les Etats-Unis à l'Allemagne de conduire une inspection des barres d'or de cette dernière à la Federal Reserve Bank de New York.





Yves Nidegger  
Luzi Stamm

Genève, le 14 décembre 2012

## Initiative populaire fédérale "Sauvez l'or de la Suisse"

Disposant d'environ 2600 tonnes d'or à la fin des années 90<sup>1</sup>, la Suisse se retrouve aujourd'hui propriétaire de 1040 tonnes. Ces positions constituent un actif important du bilan de la BNS et dès lors contribuent de manière essentielle à la stabilité de notre monnaie et au développement de notre économie<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, une partie des réserves d'or de la Suisse est placée à l'étranger, notamment à New York, Londres et Ottawa (source : BNS-20.03.1997). Ceci s'explique par le souci, à partir de 1939, de protéger cette richesse des dangers liés à la Deuxième guerre mondiale, puis à la Guerre Froide. Cette situation présente trois risques :

- 1) **Risque financier** : cet or existe-t-il toujours ? Si tel ne devait pas être le cas, nous serions exposés à un risque de contrepartie évident par rapport à nos prétendus dépositaires. Comme récemment mis en évidence par des documents du FMI et de la Banque centrale autrichienne, la pratique des banques centrales de « louer » leurs réserves d'or physique à des banques d'investissement, qui à leur tour les vendaient sur le marché comptant, était courante. Ces opérations ont d'ailleurs pesé pendant un certain temps sur le cours de l'or, ce qui a finalement provoqué un déséquilibre dans la balance de l'offre et de la demande. Des rumeurs persistantes, comme par exemple les doutes quant à la couverture des ETF or, laissent à penser que nos réserves n'existeraient plus puisqu'elles auraient servi à satisfaire la demande croissante d'or physique d'autres participants<sup>3</sup>.
- 2) **Risque politique** : même si nos réserves physiques existent toujours, il n'est pas certain que notre pays soit en mesure de les récupérer. En effet, en raison du fait que cet or se situe à l'étranger, la Suisse ne dispose d'aucun contrôle sur cette richesse, ni de mesures de contrainte pour la rapatrier en cas de refus par le pays dépositaire. Ces craintes légitimes sont aussi renforcées par les difficultés que certains pays (par ex. Venezuela, Equateur) ont rencontrées lorsqu'ils ont voulu rapatrier leur or physique suite à la crise financière de 2007 qui a fortement ébranlé la confiance dans les centres financiers de New York et de Londres. De plus, les discussions actuellement en cours dans certains pays européens quant au rapatriement de leur or physique (p. ex. Allemagne, Autriche, Pays Bas) sont très instructives<sup>4</sup>.
- 3) **Risque monétaire** : si les risques évoqués plus haut devaient se concrétiser, la Suisse verrait sa monnaie, le franc suisse, subir une forte dévaluation. A ce moment, la Suisse perdrait également son très bon rating avec des conséquences très graves pour son économie et ses citoyens (par exemple chute du pouvoir d'achat).

<sup>1</sup>Présentée à l'époque comme une simple mise à jour et une reformulation plus adaptée à notre époque, la Constitution a été modifiée en 1999, sans que personne n'y ait pris garde. Sur le thème de l'or, par exemple, l'ancien article 39.7 prévoyait "la couverture des billets de banque émis par l'or et les avoirs à court terme" ; il a été abrogé et remplacé par l'article 99.3 qui stipule que la Banque nationale suisse "constitue, à partir de ses revenus, des réserves monétaire suffisantes, dont une part doit être constituée en or".

<sup>2</sup>L'importance de l'or en tant qu'actif est d'ailleurs confirmée par la course actuelle à l'achat des réserves d'or par les banques centrales elles-mêmes de pays aussi différents que la Chine, l'Inde, le Mexique, la Corée du Sud, la Russie, le Brésil, le Paraguay, la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Kazakhstan, la Colombie, la Bolivie, le Bangladesh, les Iles Maurice, le Sri Lanka, la Thaïlande et les Philippines. En 2012, les banques centrales ont acheté plus de 500 tonnes d'or physique.

<sup>3</sup> Si on regarde la croissance exponentielle des importations d'or en Chine et en Inde, pays qui « engloutissent » désormais 50% environ de la production annuelle mondiale, il n'est pas difficile d'imaginer où cet or a atterri et quels sont les espoirs de le récupérer.

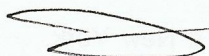
<sup>4</sup> En effet, ces discussions font suite au refus communiqué par les Etats-Unis à l'Allemagne de conduire une inspection des barres d'or de cette dernière à la Federal Reserve Bank de New York.



Ce sujet sensible a déjà fait l'objet de plusieurs interrogations des parlementaires qui se sont heurtés aux réponses évasives du Conseil fédéral, à l'instar de celle reçue par le Conseiller national Paul Gunter en 2003 : « Où exactement sont maintenant déposées ces barres d'or, je ne peux malheureusement pas vous le dire car je ne le sais pas non plus, je ne dois pas le savoir et ne veux pas le savoir ». Cette situation n'est évidemment pas satisfaisante.

Dans ces conditions, l'initiative, que nous vous demandons de massivement soutenir, a pour but de déterminer si nos réserves existent toujours, où elles sont déposées et de les rapatrier en Suisse. Il en va de la stabilité et de la sécurité financière de notre pays, de notre situation financière à tous, parce que le citoyen restera toujours le payeur de dernier ressort.

**Yves Nidegger**



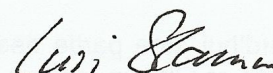
Conseiller national Genève  
Président de la Commission  
des Affaires juridiques

**Marc R. Studer**



Gestionnaire de patrimoine  
Président  
Le Lobby des Citoyens

**Luzi Stamm**



Conseiller national Argovie  
Co-président  
du Comité d'initiative



# Initiative populaire fédérale «Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or)»



## Publiée dans la Feuille fédérale du 20 septembre 2011

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.), que

## I. La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

### Article 99a (nouveau) Réserves d'or de la Banque nationale suisse

- <sup>1</sup> Les réserves d'or de la Banque nationale suisse sont inaliénables.
- <sup>2</sup> Elles doivent être stockées en Suisse.
- <sup>3</sup> La Banque nationale suisse doit détenir une part importante de ses actifs en or.  
La part de l'or ne doit pas être inférieure à 20%.

## II. Les dispositions transitoires de la Constitution fédérale sont modifiées comme suit:

### Art. 197, ch. 9 (nouveau)

#### 9. Disposition transitoire ad art. 99a (Réserves d'or de la Banque nationale suisse)

- <sup>1</sup> L'al. 2 doit être mis en œuvre dans un délai transitoire de deux ans à compter de l'acceptation de l'art. 99a par le peuple et les cantons.
- <sup>2</sup> L'al. 3 doit être mis en œuvre dans un délai transitoire de cinq ans à compter de l'acceptation de l'art. 99a par le peuple et les cantons.

# Ne pas découper!

**Veuillez plier la feuille de signature au milieu**

## Merci de signer l'initiative populaire «Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or)»

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du Code pénal.

	Canton:	NP:	Commune politique:		
	Nom/prénom écrire à la main, si possible en majuscules	Date de naissance jour/mois/année	Adresse Rue, Numéro	Signature manuscrite	Contr. (Ne rien inscrire)
1					
2					
3					
4					

**Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures: 20 mars 2013**

**Attestation officielle (le comité se charge de l'obtenir).**

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les \_\_\_\_\_ (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

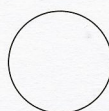
Lieu: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

Le fonctionnaire habilité à attester  
(signature manuscrite et fonction):

Signature:

Fonction officielle:



Cachet Officiel



# Initiative populaire fédérale «Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or)»



## Comité d'Initiative

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote:

**Coprésidence:** **Lukas Reimann**, conseiller national, Ulrich-Rösch-Strasse 13, 9500 Wil; **Ulrich Schlüer**, conseiller national, Webergasse 11, 8416 Flaach; **Luzi Stamm**, conseiller national, Seminarstrasse 34, 5405 Dättwil.

**Membres:** **Toni Bortoluzzi**, conseiller national, Betpurstrasse 6, 8910 Affoltern am Albis; **Yvette Estermann**, conseillère nationale, Bergstrasse 50a, 6010 Kriens; **Hans Fehr**, conseiller national, Salomon Landolt-Weg 34, 8193 Eglisau; **Sylvia Flückiger**, conseillère nationale, Badweg 4, 5040 Schöftland; **Patrick Freudiger**, conseiller municipal, Allmengasse 41, 4900 Langenthal; **Oskar Freysinger**, conseiller national, Crettamalernaz, 1965 Savièse; **Thomas Fuchs**, conseiller national, Niederbottigenweg 101, 3018 Bern; **Andrea Geissbühler**, conseillère nationale, Halten 18, 3037 Herrenschwand; **Alfred Heer**, conseiller national, General-Wille-Strasse 128, 8002 Zürich; **Hans Kaufmann**, conseiller national, Niederweg 18a, 8907 Wettswil; **Ernst Schibli**, conseiller national, Landstrasse 22, 8112 Otelfingen; **Jürg Stahl**, conseiller national, Haldlerstrasse 8, 8311 Brütten; **Christoph von Rotz**, conseiller national, Feldheim 2, 6060 Sarnen; **Walter Wobmann**, conseiller national, Sagigass 9, 5014 Gretzenbach

Adresse du comité: Comité «Sauvez l'or de la Suisse» c/o U. Schlüer, CN  
Case postale 23, 8416 Flaach  
Tél.: 052 301 31 00, fax: 052 301 31 03, courriel: info@initiative-or.ch

- Cesser immédiatement les ventes d'or!

\*

- Stocker toutes les réserves d'or de la Banque nationale en Suisse!

\*

- La part de l'or aux actifs de la Banque nationale ne doit pas tomber en dessous de 20%!

## Initiative populaire fédérale **Sauvez l'or de la Suisse**

[www.initiative-or.ch](http://www.initiative-or.ch)

[www.lelobbydescitoyens.ch](http://www.lelobbydescitoyens.ch)

Affranchir svp

### Expéditeur

Nom : .....

Prénom : .....

Rue/No : .....

NP/Lieu : .....

Courriel : .....

### LE LOBBY DES CITOYENS

20, rue du Conseil-Général

1205 GENEVE



## EDITORIAL

### Dans le même esprit...

“Dans le même esprit de protection de notre souveraineté nationale et de renforcement de notre indépendance, nous vous invitons aussi à signer la 2ème initiative sur le thème d’une économie utile à tous (c’est-à-dire à nous Suisses)”.

*Voir le document officiel de l’initiative en annexe*

### N.B.:

Notre mouvement, dont l’objectif premier vise à la défense de l’indépendance de la gestion patrimoniale, accueille tous les gestionnaires  
-- *membres et non-membres du GSCGI* --  
qui souhaitent se joindre à nous.

Le **GSCGI**, en collaboration avec **Le Club des Gestionnaires** et **Le Lobby des Citoyens**, organise le mercredi matin, de 08h15 à 09h15  
un “**Café des Gestionnaires**”  
auquel, sous réserve des 12 places disponibles,  
chacun peut s’inscrire directement au secrétariat du Groupement  
(Tél. 022-317 1122 ou par e-mail [secretariat@gscgi.ch](mailto:secretariat@gscgi.ch) & cc [info@lelobbydescitoyens.ch](mailto:info@lelobbydescitoyens.ch)).  
C’est un rendez-vous à ne pas manquer,  
où chacun peut communiquer ses préoccupations et les abus  
auxquels il doit faire face dans l’exercice de ses activités.

Le **GSCGI** collabore étroitement avec **Le Lobby des Citoyens**  
et a désormais **un lobby au Parlement**, chargé de défendre  
les intérêts des gestionnaires indépendants.

Pour que cette action de défense de la profession de gestion  
patrimoniale indépendante ait du succès,  
il est non seulement souhaitable mais indispensable que  
les gestionnaires indépendants se joignent à notre mouvement.

**Venez défendre votre profession avec nous!**





# initiative fédérale

## «Pour une économie utile à tous»

La réflexion qui a conduit à ce projet d'initiative repose sur trois axes indispensables à un développement responsable: **«Protéger, Développer, Transmettre»**.

C'est à dire:

**Protéger** nos choix et défendre notre souveraineté en affirmant des valeurs universelles auxquelles nous tenons.

**Développer** une économie soumise au respect, non seulement de l'environnement naturel mais aussi du tissu social et économique local.

**Transmettre** aux générations futures parce nous ne devons pas oublier que nous ne faisons qu'emprunter à ces dernières ce que les anciens nous ont laissé. Cet aspect est le plus important de cette initiative, c'est lui qui doit dicter nos choix.

L'initiative **«Pour une économie utile à tous»** veut agir directement sur la politique économique. Plus précisément sur les règles en matière de concurrence. L'objectif de la politique économique doit être le plein emploi, la diversité économique, le respect de l'environnement et des ressources naturelles ainsi que du tissu social et économique local.

**Dans la situation actuelle de raréfaction des ressources naturelles, nous ne pouvons continuer à encourager la consommation en cassant les prix.**

La forte concurrence que nous subissons réduit l'économie à un simple outil de profit en niant totalement son rôle vis-à-vis de la société. En lieu et place de l'économie hors sol que nous développons, les objectifs économiques doivent être intimement liés aux besoins de la société.

**L'effet le plus grave de la globalisation du marché est la destruction du tissu économique et social local.**

On utilise souvent l'image du tissu pour illustrer la structure d'une société. On mesure alors sa densité, sa complexité et même sa solidité, pour ne pas dire sa solidarité ou sa qualité du vivre ensemble. Un tissu est composé de fils qui se croisent et se tiennent les uns aux autres, il y a une interdépendance entre le banquier qui a besoin du boulanger qui a lui-même besoin du constructeur. Cette interdépendance constitue le tissu qui garantit la qualité du vivre ensemble. Si on produit dans une région c'est une plus-value en termes d'emploi, mais aussi d'impôt pour cette dernière.

**Le libre-échange est destructeur de la société et de son environnement. Les conséquences sont la désindustrialisation par les délocalisations, une agriculture anéantie, le dumping salarial et le chômage ainsi que la perte de souveraineté.**



## **L'initiative «Pour une économie utile à tous» propose un nouvel ordre économique.**

Nous voulons réguler les échanges commerciaux par des mesures protectionnistes pour favoriser l'économie de proximité et la qualité de vie.

Prendre des mesures pour favoriser le commerce de proximité et le vivre ensemble c'est avoir une politique protectionniste. Cette politique a été mise au ban de la société par ceux qui voulaient le libre échange. Ces derniers ont réussi à faire croire que les mesures protectionnistes constituaient un mur autour du pays équivalant à un repli sur soi, car ils veulent pouvoir goûter, sans limites, à l'immense potentiel de profit auquel le libre échange donne accès.

Nous voulons donner une image positive du protectionnisme. Une société qui protège ses choix ne se referme pas. Au contraire, elle affirme son attachement à des valeurs universelles. Nous devons exiger une politique d'échanges internationaux basée sur la reconnaissance des choix de chaque peuple, contrairement à la politique d'alignement imposée par l'OMC.

## **L'initiative «Pour une économie utile à tous» propose pour enrayer la sous enchère économique de modifier les règles de la concurrence.**

Pour empêcher la sous-enchère économique et privilégier la diversité économique, il faut des mesures fiscales et des outils de régulation à la frontière, mais il faut aussi réintroduire le droit de l'entente. Ce droit est un droit légitime et indispensable au développement d'une société équitable. Le droit à un revenu équitable est reconnu dans la Convention des droits de l'homme aux articles 22 et 23.

Pourquoi le droit de l'entente ou le droit de contracter doit être réintroduit ? Avec ce droit, on reconnaît l'importance des marges bénéficiaires pour assurer le développement, la consolidation, donc la pérennité des entreprises. Il permet de garantir le développement de filières économiques. Ce droit est réclamé par les acteurs du marché du livre depuis plusieurs années au nom de l'exception culturelle.

Il doit être reconnu pour tous les biens, car il fait partie intégrante d'une société développée. Il participe au développement du tissu économique et social.

Ce droit est très important pour la formation des prix qui doivent garantir des marges permettant d'exiger des salaires décents et des normes de production respectueuses de l'environnement. D'ailleurs, la loi actuelle qui donne mandat à la COMCO (commission de la concurrence) de lutter contre les cartels et les ententes a encouragé la concentration et les fusions en fragilisant les entreprises.

Le résultat est le contraire de l'intention affirmée par la loi.

Une meilleure réglementation de l'économie doit nous amener à une consommation raisonnée. Une société qui se mesure à sa capacité à consommer est une société en voie de sous-développement.

Il est inacceptable que l'individu-consommateur puisse choisir librement entre une tomate produite par des esclaves et une tomate produite en total respect de nos normes sociales et environnementales.

Un des rêves du comité de l'initiative **«Pour une économie utile à tous»** c'est que demain, en Suisse, on puisse faire ses courses sans lunettes.

Il faut que les prix des biens correspondent aux coûts locaux de production.

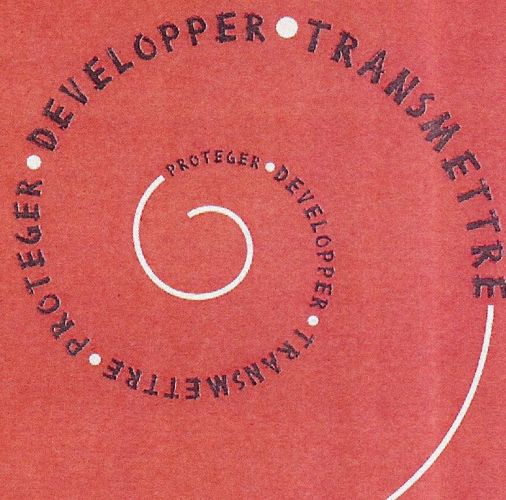
En matière agricole, ne pas soumettre les produits locaux à la concurrence des produits importés à bas prix privilégie une agriculture respectueuse de l'environnement. Tourner la page du tout à l'export permettrait également aux pays du Sud de favoriser les cultures vivrières.

Une trop forte dépendance de l'exportation fragilise l'économie.

Les initiants veulent donner plus d'importance à l'économie interne.

La Vrille





# initiative fédérale

## «Pour une économie utile à tous»

Protéger, Développer, Transmettre  
sont les trois axes du développement responsable.

### Protéger

En protégeant nos choix et en défendant notre souveraineté nous affirmons des valeurs universelles auxquelles nous tenons.

### Développer

En soumettant l'économie au respect du tissu social et économique local et à l'environnement, nous voulons une économie utile à tous.

### Transmettre

En assurant aux générations futures un environnement naturel, social et économique de qualité.

#### Initiative fédérale

***Pour une économie utile à tous***

[www.lavrille.ch](http://www.lavrille.ch)

[www.economie-utile-a-tous.ch](http://www.economie-utile-a-tous.ch)

[www.lelobbydescitoyens.ch](http://www.lelobbydescitoyens.ch)

Affranchir svp

#### Expéditeur

Nom : .....

Prénom : .....

Rue/No : .....

NP/Lieu : .....

Courriel : .....

**LE LOBBY DES CITOYENS**

20, rue du Conseil-Général

1205 GENEVE



# TRANSMETTRE - DÉVELOPPER - PROTÉGER - Initiative populaire fédérale «Pour une économie utile à tous»

Publiée dans la Feuille fédérale le 1<sup>er</sup> novembre 2011

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.), que:

I La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

## Art. 94, al. 1 et 4

<sup>1</sup> La Confédération et les cantons s'engagent pour une économie respectueuse de l'environnement et du tissu social et économique local.

<sup>4</sup> Abrogé

## Art. 96 Politique en matière de concurrence

<sup>1</sup> La Confédération légifère afin de lutter contre la concurrence déloyale et le dumping.

<sup>2</sup> Elle légifère afin de protéger la production nationale, notamment:

- a. en régulant le marché par des droits de douane sur les produits importés;

b. en régulant le marché par une limitation des volumes importés;

c. en exigeant que les produits importés respectent des normes sociales, environnementales et de production équivalentes aux nôtres.

<sup>3</sup> Elle prend des mesures:

a. afin d'empêcher la fixation de prix abusifs par des entreprises ou des organisations de droit privé ou de droit public occupant une position dominante sur le marché;

b. afin de lutter contre les conséquences sociales et économiques nuisibles de la sous-enchère économique;

## Art. 100, al. 3

<sup>3</sup> Abrogé

## Art. 101, al. 2

<sup>2</sup> Elle peut prendre des mesures afin de protéger l'économie suisse.

## Art. 102, al. 2

<sup>2</sup> Abrogé

## Art. 103, seconde phrase

Abrogée

## Art. 104, al. 2

<sup>2</sup> En complément des mesures d'entraide que l'on peut raisonnablement exiger de l'agriculture, la Confédération encourage les exploitations paysannes cultivant le sol.

II Les dispositions transitoires de la Constitution fédérale sont complétées comme suit:

Art. 197, ch. 9 (nouveau)

9. Disposition transitoire ad art. 94, al. 1 et 4, 96 (Politique en matière de concurrence), 100, al. 3, 101, al. 2, 102, al. 2, 103, seconde phrase, et 104, al. 2

A compter de l'acceptation de l'art. 96, al. 3, par le peuple et les cantons, aucun accord de libre-échange n'entrera en vigueur, ne sera signé ni ratifié avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

Seuls les électrices et électeurs ayant droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

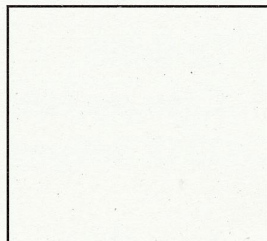
	Canton:	N° postal:	Commune politique			
A	Nom (écrire à la main et si possible en majuscules)	Prénom	Date de naissance (jour/mois/année)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser en blanc)
1						
2						
3						
4						
5						
6						

## Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures: 1<sup>er</sup> mai 2013

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les ..... (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Le/La fonctionnaire compétent/e pour l'attestation (signature manuscrite et fonction officielle):

Sceau:



Fonction officielle: .....

Date: ..... Lieu: .....

Signature: .....

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote: CHAPUIS SARAH, rue Chandieu 1, 1202 Genève - CHAPUIS PIERRE-LOUIS, rte de St-Julien 98, 1228 Plan-les-Ouates - CRETEGNY CAMILLE, rte du Mandement 101, 1242 Satigny - CRETEGNY WILLY, rte du Mandement 101, 1242 Satigny - VUAGNAT BERNARD, rte de la Donzelle 8, 1283 Dardagny - BENE CEDRIC, rue Chandieu 1, 1202 Genève - PETTERSON IVAR, Quai Charles-Page 49, 1205 Genève - ROULIN DORIS, chemin de la Montagne 74, 1224 Chêne-Bougeries - BERGUER FRANCOISE, Rampe de Chouilly 35, 1242 Satigny - SJOLLEMA-MARQUET ANNE-MARIE, rue des Rois 19, 1204 Genève.

D'autres listes peuvent être commandées à l'adresse suivante: La Vrille, Case Postale 171, 1242 Satigny, [www.economie-utile-a-tous.ch](http://www.economie-utile-a-tous.ch)